

Retour sur les inondations d'octobre 2015 dans les camps de réfugiés et point de situation en avril 2016

Octobre 2015, newsletter et dépêches alertaient sur la situation de détresse que connaissaient les camps de réfugiés sahraouis, après les pluies torrentielles qui s'y étaient abattues du 17 au 25 octobre. Plusieurs missions françaises s'y trouvaient, celle des formateurs des professeurs de français, celle de la FSGT et celle du Village Copain du monde. Présence qui nous a permis de vite alerter et mobiliser en France élus et associations.

Près de 7 000 maisons et bâtiments ont été détruits ou fortement endommagés. Très vite des solutions ont été mises en route. Entre les familles, tentes improvisées, couvertures encore sèches passant de main en main, mise en commun du thé, du pain, etc. Réunions organisées dans l'urgence par les autorités sahraouies avec les agences de l'ONU (HCR, UNICEF, PAM), celle de l'Europe (ECHO), avec les ONG présentes sur place comme OXFAM, TRIANGLE, CISP, les ONG algériennes et les services d'urgence de Tindouf.

Quel bilan quelques mois plus tard ? Février, mars 2016, plusieurs missions y sont retournées et revenues avec témoignages et photos qui racontent les camps en reconstruction, les artisans sahraouis partout au travail, mais beaucoup est encore à reconstruire.

La solidarité française a été partie prenante de ces restaurations : collectes associatives, engagement de plusieurs villes, en particulier celui de la ville jumelée de Confreville-l'Orcher. Moyens sans comparaison avec ceux des agences de l'ONU ou de l'Europe, mais qui témoignent de la vigueur de notre attachement au peuple sahraoui et à sa lutte pour son indépendance. En voilà plusieurs exemples, dont nous avons reçu des photos, mais bien d'autres ont contribué aux restaurations. Associations de Lorraine, de Grenoble, Comité de jumelage de Confreville-l'Orcher, ERM Pays de la Loire, chacune de ces associations aidant partenaires ou daïras avec lesquelles ils entretiennent des coopérations. Une délégation de « Village Copain du monde » et du Secours populaire se rend dans les campements ce 12 avril pour remettre au Croissant rouge sahraoui le solde des collectes associatives. Le montant total devant approcher les 45 000 euros.

Restauration de la mairie d'Haouza, daïra jumelée avec la ville du Mans

La collecte initiée par l'AARASD et l'apport d'une entreprise mancelle, ont permis au maire de restaurer sa mairie avec l'aide d'un membre du comité de la Sarthe, Denis Gatien, professeur de maçonnerie à la retraite.



Mairie d'Haouza après l'inondation.

Les habitants d'Haouza reconstruisent leur maison.



La délégation de l'association « Un camion citerne » remet le montant de sa collecte à Madame la maire de la Guerre.

Les bureaux et la librairie de la maison d'édition Harmattan RASD ont été presque totalement détruits en octobre. Avec l'appui de Harmattan Paris et de la ville de Confreville, une première aide conséquente a été apportée pour que Harmattan RASD puisse redémarrer !



Le comité Val-de-Marne vient de déposer un dossier de demande de subvention auprès du Conseil départemental pour aider à la restauration des locaux de l'ASPECF et au développement de ses initiatives culturelles.



Moulage des briques de terre.



Stockage des briques sur le chantier.



L'équipe des artisans sahraouis aux côtés du maire d'Haouza.

L'école primaire devenue dangereuse doit être reconstruite, en attendant les enfants suivent les leçons sous les tentes de l'UNICEF.



Supplément Sahara info 170-171 Avril 2016

Rédaction : Régine Villemont, Nicole Gasnier, Joëlle Toutain, Pierre Toutain

Photos : Régine Pelau, Denis Gatien, Joëlle Toutain, Pierre Toutain, Claude Mangin, Philippe Denolle

Mise en page : Mélyny Fourmy

Pour tout contact et soutien aux Sahraouis : Association des Amis de la RASD/France

bur.aarasd@wanadoo.fr

Sites : www.sahara-occidental.com
www.sahara.infi.org
www.ecrirepourlesliberer.com

Sahara Info Hors série

Association des Amis de la République Arabe Sahraouie Démocratique

Ban Ki Moon doit tenir bon

À la veille de la réunion du Conseil de sécurité, qui se tiendra ce 28 avril pour renouveler le mandat de la MINURSO, et avant la publication retardée du rapport du Secrétaire général, quel pronostic est-on en mesure de poser ? La visite de Ban Ki Moon dans les camps de réfugiés sahraouis en mars dernier a ouvert de réels espoirs. Ses déclarations tant à Tindouf qu'à Alger ont été sans ambiguïté : autodétermination, Sahara occupé par le Maroc. Les autorités marocaines habituées à la complaisance internationale se sont alors conduites comme des voyous ; elles semblent aujourd'hui en passe de réussir ce nouveau coup de force.

C'est pourtant la première fois qu'un Secrétaire général des Nations unies est à ce point insulté et désavoué, et c'est également la première fois qu'un État partie se désengage aussi brutalement d'une Mission de paix en renvoyant une importante partie des personnels civils (83 personnes) employés pour le maintien de la paix. Le Conseil de sécurité s'est réuni trois fois en mars à ce sujet. Mais son soutien au Secrétaire général - qui tient bon sur ses déclarations - n'a pas été à la mesure de la mise en cause d'un responsable de ce rang et donc de l'institution qu'il incarne. Le Conseil s'est plutôt appliqué à « calmer la colère marocaine ». En dépit de l'engagement du Président angolais, les amis du Maroc ont été actifs pour, suivant les déclarations françaises, « rechercher tous les moyens d'apaisement des difficultés entre Maroc et Secrétaire général ». La France avec le Sénégal et l'Égypte ont donc fait en sorte que le Conseil apaise le Maroc et que le Secrétaire général sorte un rapport « technique », c'est-à-dire conforme aux attentes du Maroc. Plus question d'indiquer que le Maroc est la partie responsable du blocage en refusant depuis 4 années toute reprise sérieuse des négociations. Depuis mars, le Secrétaire général a consacré



La venue de Ban Ki Moon dans les camps mars 2016

beaucoup de temps au sujet. Les pressions « amicales » n'ont pas manqué, venant, au-delà du Conseil, des États du Golfe et d'Israël, précieux soutiens du royaume. Mais la diplomatie algérienne a été également très présente. C'est un dossier qu'elle prend de plus en plus au sérieux, ne pouvant laisser son voisin le Maroc décider seul de la carte du Maghreb et de la paix dans la région. Les récents entretiens que les deux Ministres des Affaires étrangères français et algérien ont eu en ce début d'avril ont rendu compte publiquement de l'engagement algérien, pressant la France d'équilibrer sa position pour le bien de tous au Maghreb. La rencontre entre responsables algériens et sahraouis au niveau des Premiers ministres souligne également l'importance actuelle des enjeux et la crainte que la fuite en avant de Mohammed VI n'embrase la région. La France enfermée depuis 40 ans dans cette alliance avec le Maroc ne peut continuer à soutenir un pays qui défie l'ONU et la Communauté internationale, ni à venir à son aide dès que le Makhzen l'appelle en renfort. Le Maroc n'a plus besoin du Sahara pour sauver sa royauté, mais d'éducation, de démocratie et de bon voisinage.

Voilà 40 ans que les Sahraouis et le Front Polisario tiennent bon, font avancer leur droit sans jamais dévier des règles adoptées par la Communauté internationale. N'est-il pas temps de respecter leur droit à l'autodétermination et à l'indépendance ?

Régine Villemont, le 9 avril 2016

L'équipe de rédaction du Sahara Info avait prévu pour avril un gros journal, avec portraits et interviews exclusifs, pour célébrer avec ses lecteurs les 40 ans de la République sahraouie en exil. Mais la préparation de la conférence du 19 avril et le soutien à la longue grève de la faim des 13 prisonniers de Gdeim Izik ont pris tout notre temps. Vous le recevrez en juin. Après le Congrès du Front Polisario, changements au sein de la diplomatie : Omar Mansour, Représentant en France depuis 2008 a été nommé en Amérique Latine. Il est remplacé par Oubi Bouchraya, qui vient du Nigéria où il était Ambassadeur. Bienvenue au nouveau Représentant qui, nous l'espérons, fera résolument exister la lutte du peuple sahraoui pour son indépendance en France.



La solidarité en France fête ses 40 ans

L'assemblée générale 2016 de l'Association des Amis de la RASD s'est tenue salle Robespierre à Ivry/Seine le 23 janvier 2016. C'est le comité Val-de-Marne et la ville d'Ivry qui nous accueillent ! Les jeunes Sahraouis des associations d'Ile-de-France nous ont régales d'un délicieux couscous !

Notre association atteint cette année 40 ans d'existence, le même âge que la République sahraouie créée le 27/02/1976. Et nous ne lâchons rien, notre conviction à défendre le droit et la liberté d'un peuple est toujours aussi vive !



L'année 2015 a été celle de l'Union africaine qui a multiplié engagements et résolutions ; son avis juridique contre l'exploitation des ressources naturelles est important, comme la désignation de Joaquim Chissano, ancien Président du Mozambique au titre d'envoyé personnel.



Enseignants 2016 avec leurs formateurs de l'ASPECF

Des nouvelles de notre projet « Formation des enseignants de français » ! Une importante mission en mars a permis à Pierre de mettre l'accent pendant un mois sur la formation pédagogique des enseignants qui sont désormais en grande majorité en poste dans l'un des 10 collèges des campements. Engagement tenu, **24 profs formés** qui reçoivent pendant 3 ans une indemnité complémentaire chaque mois travaillé ! L'objectif maintenant, c'est la rédaction de fichiers pédagogiques, voire de manuels élèves...



Nous avons aidé au démarrage d'un projet à la fois sportif et éducatif, mené par la FSGT. C'est à relier avec le chemin parcouru depuis trois années avec le CER/SNCF de Normandie, des caravanes de solidarité à la livraison en décembre d'un **conteneur de vélos** qui serviront parmi d'autres matériels aux projets mis en place par la FSGT. Voilà les vélos prêts à être embarqués au port du Havre en décembre dernier. Ils sont arrivés à destination en mars et distribués dans les centres de sport des différentes willayas.



À côté des membres du bureau, **Christiane Perre-gaux**, notre invitée qui a présenté le travail de son comité en Suisse et avec laquelle nous sommes très engagés auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Brèves

► Déléation municipale d'Ivry/Seine à Rabat en novembre 2014 pour rendre visite à Naâma et rencontrer plusieurs personnalités. Entrée dans la prison impossible, surveillance incessante de la délégation.

► Déléation syndicale CSI partie pour le Sahara occupé en 2015, empêchée tant par les autorités marocaines que par les syndicats marocains. La CGT en faisait partie.

► L'Association des Amis de la RASD - quatre membres du bureau, dont notre nouvelle Secrétaire générale Nicole Gasnier - a été reçue par le groupe d'étude : Sahara occidental de l'Assemblée nationale, pour une audition le 29 mars 2016. Intérêt des présents qui vont soutenir la tenue de la Conférence internationale qui se tient ce 19 avril à l'Assemblée.

► Expo « Femmes sahraouies » à la fac de Rennes en mars-avril 2016.

► Beau succès pour l'ouverture de la semaine anti-coloniale le 26 février, dans la belle salle Colonel Fabien au siège du Parti communiste, en l'honneur des 40 ans de la RASD.

Projection

Monsieur Hervé Féron, député-maire a réalisé un documentaire « **Un mur dans le désert** », déjà présenté en avant-première à l'Ambassade du Venezuela et à l'Assemblée à son invitation et à celle du groupe d'étude.

Pour regarder le documentaire : à vos télé le 22 avril 2016 à 20h30 sur la chaîne LCP.

Pour bientôt

Colloque universitaire à la Sorbonne les 2 et 3 juin : « La question (irrésolue) du Sahara occidental : **quels enjeux pour quelles recherches en sciences humaines et sociales** », et un ambitieux projet auprès des universités françaises, sous forme d'une caravane d'information partout où c'est possible. Préparation d'ateliers pour l'université d'été du CRID à Besançon et pour le FSM à Montréal.

A consulter sans modération

La collection des Sahara info et des Hors séries sur notre site : www.sahara-info.org

Grève de la faim de 13 prisonniers politiques sahraouis dit «du groupe de Gdeim Izik»

« Notre mouvement de grève aujourd'hui poursuit le grand élan de Gdeim Izik, pour défendre notre dignité et notre liberté. »

Naama Asfari

le 6 mars 2016, dans sa prison

Le comité de grève des prisonniers de Gdeim Izik s'est constitué le 26 février 2016 pour commencer une grève de la faim illimitée le 1^{er} mars. **13 des 21 prisonniers se sont engagés dans cette action, au nom de l'ensemble du groupe. Plusieurs d'entre eux, malades, affaiblis par 5 ans de détention, n'ont pas souhaité s'engager dans une telle épreuve. En effet, mener une telle action dans une prison, sans assurance de contrôle médical sérieux, dans l'isolement et dans l'hostilité quasi générale d'une presse aux ordres, est une opération à haut risque. Mais comme le dit l'un d'eux, « c'est la seule arme pour ceux qui n'ont pas d'arme » !**

Ils ne sont pas seuls !



Place de la République, nous y étions déjà dès le 24 mars, pour soutenir les grévistes de la faim sahraouis et populariser leur lutte !

En France, en Espagne, en Suisse et partout en Europe où se trouvent des citoyens solidaires avec les détenus de Gdeim Izik, **des mobilisations ont été organisées pour soutenir les revendications des grévistes, obtenir leur libération et l'annulation de la sentence du tribunal militaire.** En France par exemple, l'Association des Amis de la RASD et la Plateforme pour la solidarité avec le peuple sahraoui ont très vite sollicité associations des droits de l'homme et associations solidaires pour réagir fermement auprès des institutions marocaines, CNDH (Conseil national des droits de l'homme), Déléation interministérielle pour les droits de l'homme et Ministère de la justice. **Un texte a été signé par une vingtaine d'associations dont le MRAP, la Fondation France Libertés, le Mouvement de la Paix et toutes les associations sahraouies très directement concernées.** De leur côté, ACAT (Action des chrétiens pour l'abolition de la torture), REMDH et Amnesty International ont adressé aux mêmes et aux médias communiqués et appel urgent. Le député Hervé Féron a déposé une question écrite à l'Assemblée. 25^{ème} jour, 27^{ème} jour : la grève de la faim dure et rien ne se passe au Maroc ; en France, seule **L'Humanité** informe largement ; en Espagne, la presse bouge davantage !



Déléation des avocats et juristes le matin du 7 avril à leur hôtel, avant leur expulsion

Une expulsion imbécile !

L'urgence de la situation au 33^{ème} jour de grève - le CNDH, dont la défense des droits de l'homme est la mission affichée, ne réagit toujours pas ! - amène plusieurs avocats et juristes à faire davantage. Au 35^{ème} jour de grève, huit personnes - **des avocats et des juristes français, espagnols et belge accompagnés par une des observatrices au procès de 2013** - décident de se rendre à Rabat, pour mieux comprendre la situation, retrouver les avocats sahraouis et essayer de rencontrer tous ceux qui sont concernés par le procès politique devant un tribunal militaire qui les a lourdement condamnés en 2013, sans preuves, et par les pourvois en cassation déposés au lendemain, qui n'ont jamais abouti. Alors que ce groupe est sur le point d'arriver à Rabat, le CNDH rencontre enfin les prisonniers et, promettant d'obtenir très vite l'examen des pourvois en cassation, les convainc de suspendre la grève au 36^{ème} jour. Le lendemain 6 avril, les 8 personnes sont arrêtées pendant 6 heures dans un commissariat de Rabat, portables et passeports confisqués, et remises de force dans un avion le lendemain matin. Suivant le porte-parole du gouvernement, « *le royaume ne peut accepter qu'un groupe d'étrangers sème le trouble et porte atteinte à l'ordre public* ».

Un des prisonniers, Naama Asfari, nous a adressé plusieurs messages

« *Quand nous avons commencé la grève, notre principal objectif, c'était la lutte contre l'occupation et contre toutes les institutions marocaines. C'est le combat de tout notre peuple et nous savons tous que c'est un très long combat. Et cette détermination, nous voulons que la communauté internationale l'entende. La France en particulier, où dans ses universités j'ai appris comment résister contre l'injustice dans le monde, et qui soutient le Maroc contre l'ONU, contre les Sahraouis.*

Mais au 33^{ème} jour de la grève, on est sûr d'avoir avancé. On a levé le voile sur notre détention injuste, nous ne sommes plus seuls. Des associations nous soutiennent, nos avocats vont sans doute être renforcés par des avocats européens. »

« *7 avril, nous venons d'arrêter la grève et les avocats européens viennent d'être expulsés !*

La pression que nous avons tous ensemble exercée a fait peur à l'occupant. Il ne faut plus rien lâcher. Ce n'est pas seulement notre libération qui est en jeu, mais notre lutte de libération celle de tout notre peuple. Il faut mieux s'organiser, davantage travailler, rester si possible en contact où que nous soyons. Merci à tous et à bientôt. »